



## Conseil économique et social

Distr. générale  
16 avril 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Lettre datée du 2 avril 2012, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous rappeler le thème de l'examen ministériel auquel procédera le Conseil économique et social en 2012 : « Promouvoir la capacité productive, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ».

Comme vous le savez, le Kenya est l'un des neuf pays qui feront l'exposé national facultatif durant l'Examen ministériel annuel.

J'ai le plaisir de vous faire tenir ci-joint le texte de l'exposé facultatif du Kenya (voir annexe). Je saisis cette occasion pour remercier le Conseil économique et social du soutien qu'il a apporté au Gouvernement kényan durant la préparation du rapport.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Macharia **Kamau**

---

\* E/2012/100.



**Annexe à la lettre datée du 2 avril 2012  
adressée au Président du Conseil économique  
et social par le Représentant permanent du Kenya  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Exposé facultatif national du Kenya sur le thème :  
«Promouvoir la capacité productive, l'emploi et le travail  
décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance  
économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux  
en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire  
pour le développement » lors de l'examen ministériel annuel  
que tiendra le Conseil économique et social en 2012**

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Aperçu sur le Kenya . . . . .	6
A. Profil géographique . . . . .	6
B. Analyse . . . . .	6
II. Examen des politiques et des stratégies . . . . .	10
A. Politiques . . . . .	10
B. Stratégies facilitatrices . . . . .	11
C. Mécanismes de financement . . . . .	15
III. Progrès sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1 et 3 . . . . .	17
A. OMD 1 : Élimination de l'extrême pauvreté et de la faim . . . . .	17
B. OMD 3 : Égalité des sexes et autonomisation des femmes . . . . .	17
IV. Enseignements tirés, pratiques optimales, problèmes et perspectives . . . . .	18
A. Enseignements tirés . . . . .	18
B. Pratiques optimales . . . . .	19
C. Problèmes . . . . .	19
D. Possibilités . . . . .	19
V. Poursuite de l'application des politiques . . . . .	20
A. Réaction au changement climatique . . . . .	20
B. Développement des politiques du marché du travail . . . . .	20
C. Protection sociale . . . . .	20
D. Développement de zones économiques spéciales . . . . .	20
VI. Conclusion . . . . .	21
Annexes	
1. Indicateurs macroéconomiques du Kenya, 2003-2010 . . . . .	22
2. Population par cohorte de 5 ans et par sexe : une population jeune . . . . .	23

## Résumé

Le Kenya est situé en Afrique de l'Est; il couvre 580 728 kilomètres carrés. Sa population était de 38,6 millions en 2009, avec une espérance de vie de 58,8 ans. La population est relativement jeune, les jeunes représentant 67 % de la population adulte totale. C'est une démocratie pluraliste et des élections ont lieu tous les cinq ans. L'économie est robuste et la croissance du produit intérieur brut (PIB) a été de 4,5 % en 2011.

La Constitution de 2010, qui reflète les aspirations des Kényans, pose fermement les bases d'une croissance économique accélérée, d'un développement rapide et d'un net allègement de la pauvreté. Elle réaffirme la volonté du Gouvernement de résoudre les problèmes de l'emploi, préconise une action pour un travail décent et proclame les droits fondamentaux sur le lieu de travail. La Constitution est complétée par Kenya Vision 2030, document prospectif qui donne la liste d'un certain nombre de projets majeurs qui seront réalisés pour accroître la capacité productive, améliorer l'emploi et le travail décent et faire passer rapidement le Kenya dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire.

De nombreuses politiques, programmes et projets ont été mis en œuvre pour réaliser le programme de développement du Kenya et les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que les autres objectifs de développement convenus sur le plan international. Comme d'autres pays en développement, le Kenya éprouve beaucoup de difficultés à résoudre le problème du chômage et du sous-emploi. Le taux de chômage manifeste est de 11,7 % et le taux de sous-emploi est de 21 %. La pauvreté continue à frapper 46 % des Kényans. La productivité reste relativement faible, l'indice étant de 2,38 en 2010, alors qu'il est de 3,0 à 4,0 dans les nouveaux pays industrialisés. La faiblesse de cet indice résulte d'un certain nombre de facteurs, notamment la médiocrité de l'infrastructure, des faiblesses structurelles dans l'éducation et la formation, l'absence d'une culture d'amélioration de la productivité et la trop lente intégration de la science, de la technologie et de l'innovation dans les programmes d'enseignement.

Le Gouvernement a lancé diverses stratégies visant à faciliter l'amélioration de la productivité, de l'emploi et du travail décent. Parmi ces mesures il faut citer le renforcement des liens entre l'éducation, la formation et le marché du travail, ainsi que la promotion de la mesure et de la gestion de la productivité des entités publiques et privées. Le cadre de gestion intégrée de la productivité, élaboré par le Centre national de la productivité, et qui a jusqu'à présent proposé 47 mesures types d'amélioration de la productivité dans le secteur manufacturier et le secteur public, a amélioré la compétitivité des organismes publics et privés, et certaines entreprises privées ont, en réduisant le gaspillage de 20 % parfois, pu augmenter leurs profits de 10 %. De même, la stratégie de développement du secteur agricole transformera l'agriculture en secteur orienté vers l'exploitation commerciale et l'innovation.

Le Kenya a tiré de plusieurs enseignements et partage avec d'autres pays plusieurs pratiques optimales. Ce sont notamment l'utilisation de fonds décentralisés et des interventions structurées et temporaires permettant de tirer parti des avantages multiples tels que l'impact sur l'emploi, le revenu, la sécurité alimentaire et la remise en état de l'environnement, ainsi qu'un renforcement des partenariats avec d'autres parties prenantes. Les tendances récentes de l'intégration régionale offrent également des possibilités d'élargir l'accès aux marchés et de créer des emplois et des revenus.

Le changement climatique et ses conséquences sont une réalité, au Kenya, qui appelle un effort concerté aussi bien national qu'international. Le pays se trouve aussi toujours aux prises avec de nombreux autres problèmes, qui sont recensés dans Kenya Vision 2030.

Enfin, un certain nombre d'interventions actuelles ou prévues nécessitent une aide financière et technique de tous les partenaires du Kenya.

## **I. Aperçu sur le Kenya**

### **A. Profil géographique**

1. Le Kenya couvre une superficie terrestre de 580 728 kilomètres carrés. Il est situé en Afrique de l'Est et a pour voisins la République-unie de Tanzanie, l'Ouganda, le Soudan du Sud, l'Éthiopie, la Somalie, ainsi que l'océan Indien. En 2009, sa population atteignait 38,6 millions avec une espérance de vie de 58,8 ans (55,7 pour les hommes et 61,0 pour les femmes). Le pays accueille également de nombreux réfugiés venant des pays voisins. Les jeunes représentent 67 % de la population adulte totale (voir annexe 2). La langue officielle est l'anglais, et le Kiswahili est une langue nationale. Le Kenya est une démocratie pluraliste et des élections ont lieu tous les cinq ans.

### **B. Analyse**

#### **1. Économie du Kenya (2002-2011)**

2. L'économie du Kenya a connu une croissance de 0,4 % en 2002, qui s'est progressivement accélérée à 7,1 % en 2007, avant de retomber à 1,5 % in 2007/2008 en raison de plusieurs chocs intérieurs ou extérieurs. En 2009 et 2010, la croissance a repris et a été de 2,8 % et 5,6 %. Le taux de croissance élevé en 2010 peut être attribué à de meilleures conditions météorologiques, au renchérissement des principaux produits d'exportation et à l'augmentation du volume des transferts de fonds depuis l'étranger. Le coût élevé du pétrole, la sécheresse subie en 2010 et 2011 et les taux d'intérêt élevés ont retenti sur l'investissement intérieur, ramenant ainsi la croissance à 4,5% in 2011. Les perspectives de croissance pour le moyen terme paraissent favorables. Avec la poursuite de la reprise mondiale et l'augmentation des investissements publics, la croissance devrait atteindre 5,3 % en 2012.

#### **2. La Constitution de 2010**

3. En 2010, le Kenya a adopté sa constitution, qui reflète les aspirations des Kényans et pose fermement les bases d'une croissance économique accélérée, d'un développement rapide et d'une nette atténuation de la pauvreté. La Constitution prévoit une structure de l'État à deux niveaux : le niveau national et le niveau des comtés; il prévoit l'attribution de 15 % du budget du pays aux comtés. La Constitution réaffirme la volonté du Gouvernement de résoudre les problèmes de l'emploi, préconise un travail décent pour tous, encourage le respect des droits fondamentaux sur le lieu de travail, un revenu adéquat pour le travail, la représentation politique et la sécurité de la protection sociale, et un ensemble de droits économiques et sociaux des citoyens.

#### **3. Réformes du secteur public**

4. Le Gouvernement reconnaît qu'au coeur des politiques et de la fourniture de services il faut placer la satisfaction du citoyen. Diverses mesures ont été prises pour améliorer les services publics et faire que le Gouvernement instaure un climat favorable à la prospérité du secteur privé. Certaines des réformes ont notamment consisté à redéfinir l'objet, le mandat et les fonctions principales des institutions du secteur public, la création de capacités, la gestion de la performance, la gestion des

connaissances dans le secteur public et un engagement plus profond des acteurs dans la détermination des priorités du service public.

#### **4. L'emploi au Kenya**

5. Le Gouvernement kényan a toujours affirmé la nécessité de créer des emplois en nombre suffisant pour absorber l'augmentation de la population active. À cette fin, les autorités ont formulé et appliqué diverses politiques de l'emploi qui ont été intégrées dans tous les plans de développement, dans le but de créer des emplois productifs et durables, d'accélérer la croissance économique et d'élargir l'accès à un emploi librement choisi susceptible d'assurer la qualité de vie des habitants du pays.

6. Malgré ces interventions, le chômage, le sous-emploi et la situation difficile des travailleurs pauvres demeurent, au Kenya, des problèmes persistants. Ces problèmes se résument dans ces chiffres : 12,7 % de chômage, 21 % de sous-emploi et une proportion de travailleurs pauvres estimée à 46 % du nombre total d'emplois. Le chômage frappe plus les femmes que les hommes. Les travailleurs pauvres travaillent souvent dans le secteur informel ou bien dans l'agriculture à leur compte. Le problème de l'emploi est aggravé par l'accroissement rapide de la population, qui était de 3,11% en 2010, la forte proportion de jeunes, estimée à 67 % de la population adulte, une croissance économique faible et non soutenue et divers facteurs de rigidité structurelle.

7. Au fil des ans, le Gouvernement a repensé le système éducatif et pris des mesures visant à améliorer la qualification pratique et l'emploi individuel. De nombreux établissements d'enseignement ont été créés; les inscriptions dans les établissements scolaires est en augmentation et les établissements universitaires à cycle court ont été autorisés à délivrer des diplômes. Le nombre de diplômés quittant ces instituts et les universités avec diverses qualifications professionnelles a considérablement augmenté. Mais le problème est bien de créer suffisamment d'emplois décents pour la jeunesse du Kenya tout en tenant compte des segments vulnérables de la population active et d'un nécessaire équilibre entre les sexes.

8. Le Kenya exporte de la main-d'œuvre qualifiée dans la région de l'Afrique de l'Est. Il envoie notamment des enseignants et des fonctionnaires au Rwanda et dans le Soudan du Sud respectivement, dans le cadre de l'édification de ces deux pays et de la libre circulation de la main-d'œuvre par la coopération régionale.

#### **5. Le Programme pour le travail décent**

9. Le Programme pour le travail décent a été institué au Kenya; il vise : l'emploi et l'autonomisation des jeunes, l'élimination du travail des enfants, la lutte contre le VIH et le sida sur le lieu de travail et l'élargissement de la protection sociale; il prévoit aussi d'appliquer plus vigoureusement le principe de non-discrimination pour améliorer l'influence des commissions tripartites dans un cadre national et international. Le programme n'a pas été entièrement réalisé pour diverses raisons et des mesures adéquates sont actuellement prises dans l'ensemble des secteurs d'activité pour parachever sa réalisation.

#### **6. Productivité du travail**

10. Il est essentiel, dans un pays, d'augmenter la productivité pour améliorer la prospérité générale et la compétitivité et pour accroître l'emploi et stabiliser le coût

de la vie. Une productivité plus élevée s'accompagne souvent d'une amélioration nette du PIB, d'un emploi élevé, d'une hausse des revenus et d'améliorations des conditions de vie et de travail. Au Kenya, l'indice de la productivité du travail est passé de 1,84 en 2001 à 2,38 en 2010 (voir tableau 1) soit une croissance de 29%. Mais cet indice reste inférieur à l'intervalle de 3,0-4,0 que l'on constate dans les pays nouvellement industrialisés.

Table 1  
**Indice de la productivité du travail, 2001-2010**

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Indice de la productivité du travail	1,84	1,84	1,85	1,92	1,97	2,05	2,14	2,16	2,20	2,38
Croissance en pourcentage		0,10	0,50	3,40	3,00	3,70	4,30	1,30	1,70	8,20

Source : Productivity Centre of Kenya

11. La faiblesse de ces indices tient à plusieurs facteurs, notamment la médiocrité de l'infrastructure et diverses vulnérabilités structurelles dans le secteur de l'éducation et de la formation, un état d'esprit qui privilégie l'emploi en col blanc, l'absence d'une culture d'amélioration de la productivité, l'intégration trop lente de la science, de la technologie et de l'innovation dans les programmes de formation et l'insuffisance des données statistiques pertinentes et précises.

## 7. Sécurité et santé du travail

12. Le Gouvernement reconnaît que la sécurité et la santé sur le lieu de travail sont un moyen de réduire au minimum les risques tant pour les employeurs que pour les travailleurs face à l'accident et à la maladie. Cela est d'importance critique pour améliorer la productivité des entreprises et la productivité générale du pays, car cela a un impact positif sur la rémunération et sa continuité, sur la qualité de vie et sur le développement socioéconomique du pays. À cette fin, le Gouvernement se prépare à publier une politique de la sécurité et de la santé sur le lieu de travail.

## 8. Protection sociale

13. Le Kenya a organisé plusieurs dispositifs de protection sociale, relevant directement de l'État ou des collectivités locales et de la famille. La couverture et l'ampleur de ces interventions sont limitées aux employés du secteur formel de l'économie, ce qui expose une majorité grandissante de travailleurs et d'entrepreneurs du secteur informel, les travailleurs familiaux non rémunérés et les chômeurs à des niveaux de vulnérabilité et de privation.

14. Actuellement, le Gouvernement met en œuvre plusieurs dispositifs d'assistance sociale visant certaines catégories précises d'assurés sociaux. Ces interventions comprennent notamment des allocations aux orphelins, aux enfants vulnérables et aux personnes âgées, un filet de sécurité contre la sous-alimentation et la subvention des denrées alimentaires dans les villes, la distribution d'aliments dans le cadre d'un programme élargi d'alimentation scolaire, des secours d'urgence à caractère général, des secours aux personnes handicapées et des soins de maternité



sans risque; il est prévu aussi une assistance dans le cadre de programmes tels que *Kazi kwa Vijana* (Du travail pour les jeunes) et *Njaa Marufuku* (Protection contre la faim).

## **9. Égalité des sexes**

15. Les disparités entre les sexes sur le marché du travail demeurent un problème dans de nombreux secteurs de l'économie. Alors que les femmes constituent la majorité de la population active, leur participation reste faible par rapport à celle des hommes. Les causes principales en sont l'insuffisance de leurs qualifications et de leurs connaissances, le manque d'accès aux ressources productives et l'insuffisance des mesures visant l'égalité des sexes. Pour remédier à ces disparités, le Gouvernement a pris des mesures, dans l'esprit de la Constitution, dans le but d'éliminer les obstacles et d'assurer la promotion de l'éducation et de la formation des femmes afin d'améliorer leur participation effective au marché du travail. La Constitution de 2010 prévoit que les hommes et les femmes ont le droit à l'égalité de traitement, notamment à l'égalité des chances dans les domaines politique, économique, culturel et social.

## **10. Formation industrielle et professionnelle**

16. La formation professionnelle, dans l'industrie, est importante afin de faciliter l'acquisition des connaissances techniques, des attitudes et des qualifications pratiques nécessaires. Un apprentissage industriel est prévu, afin de créer des possibilités pour les apprentis d'améliorer leurs compétences. La formation professionnelle, dans le pays, est assurée dans le cadre des directives mises au point indépendamment par le secteur public, dans le secteur privé et dans le secteur informel. Mais le bon accomplissement de cette fonction est entravé par l'absence d'une réglementation bien précise, ce qui entraîne souvent des écarts dans les normes de formation et dans les besoins aux différents niveaux. De plus, il n'a pas été systématiquement intégré dans la formation industrielle et est souvent mal supervisé et mal évalué. Pour remédier à ces problèmes, le Gouvernement a pris plusieurs initiatives visant à donner aux apprentis des qualifications utiles en fonction des besoins de l'industrie et à développer des liens entre l'industrie et les établissements de formation.

## **11. Le développement des micro et petites entreprises**

17. Les micro et petites entreprises jouent un rôle essentiel en créant des emplois. Elles emploient 74 % de la population totale employée. Le secteur est essentiellement informel et il se heurte à diverses difficultés, notamment la faiblesse des liaisons avec les grandes entreprises qui sont pourtant une source de marchés et de technologie, la médiocrité des lieux de travail, l'insécurité du régime foncier de ces entreprises, l'insécurité des emplois qui explique le taux élevé d'échec de ces très petites entreprises, l'absence de sécurité sociale et la fragilité des règles de sécurité et de santé sur le lieu de travail. Il se crée peu d'emplois nouveaux et les emplois sont de durée limitée, ce qui s'explique par une croissance verticale trop limitée des micro et petites entreprises, les empêchant de se transformer en entreprises moyennes ou grandes.

18. Des mesures ont été prises pour promouvoir l'emploi dans les micro et petites entreprises dans l'optique d'un développement durable, notamment par la remise en

état des lieux de travail, l'obtention de titres fonciers dans diverses régions du pays, la présentation dans les expositions régionales et locales d'articles produits par le secteur, la formation d'opérateurs, des mesures visant à faciliter la constitution de coopératives d'épargne et de crédit et la fourniture de services financiers par le canal des établissements de microfinance.

## **12. Fixation d'un salaire minimum**

19. Pour encourager le travail décent et la croissance équitable, le Gouvernement a mis en place des mécanismes de fixation d'un salaire minimum : les conseils des salaires. Le taux de salaire minimum tient compte du secteur économique et de la région concernée. En outre, le Gouvernement a mis en place des mécanismes de négociation collective par branche pour protéger les travailleurs des effets de l'inflation et de la hausse des prix des denrées de première nécessité. La création de la Commission des salaires et rémunérations que prévoit la Constitution permettra de tenter de résoudre les divers problèmes de la détermination des salaires et de leur harmonisation dans le secteur public. Le Gouvernement étudie actuellement une politique des salaires et des revenus qui servira de cadre à l'orientation des niveaux de rémunération dans le pays, ce qui devrait conduire à une croissance équitable.

# **II. Examen des politiques et des stratégies**

## **A. Politiques**

20. Le Gouvernement du Kenya a institué plusieurs politiques pour guider son développement et pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et les autres objectifs de développement convenus sur le plan international, comme on le verra ici.

### **1. Kenya Vision 2030**

21. Le Kenya aspire à être un pays compétitif à l'échelle mondiale et à offrir à tous les citoyens une bonne qualité de vie d'ici à 2030. Les hypothèses sociales, économiques et politiques consignées dans Kenya Vision 2030 résultent de l'existence de ressources humaines qualifiées, productives, compétitives et bien adaptées, qui puissent relever les défis d'une économie en industrialisation rapide. Depuis le lancement de ce programme en 2008, plusieurs réalisations ont été obtenues dans les différents secteurs et cela a contribué à accroître le potentiel productif, améliorer l'emploi et le travail décent et devrait permettre au Kenya d'accéder à la classe des pays à revenu intermédiaire. Des projets vedette ont été sélectionnés et appliqués dans divers secteurs.

### **2. Directives nationales sur les salaires**

22. Le Gouvernement a mis au point ces directives pour promouvoir de meilleures relations industrielles entre les employeurs et les employés. Cinq conseils sectoriels des salaires sur les 17 prévus sont en état de marche. Le Gouvernement a créé un tribunal industriel chargé d'arbitrer et d'enregistrer les accords issus des négociations collectives entre les employeurs et les représentants des travailleurs afin d'améliorer les conditions d'emploi et protéger les travailleurs contre l'inflation. La Constitution de 2010 fait de ce tribunal une haute cour.

### **3. Politique des petites entreprises**

23. La politique conçue à l'intention des micro, petites et moyennes entreprises a pour but de guider la croissance et le développement de ce secteur tout en tentant de résoudre les problèmes de l'emploi décent. C'est reconnaître le rôle que joue ce secteur dans la création d'emplois au Kenya, en particulier pour la jeunesse et les groupes désavantagés.

### **4. Politique nationale de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail**

24. Cette politique, qui est en préparation, servira de cadre au traitement des questions de sécurité et de santé sur le lieu de travail dans la gestion des entreprises privées et publiques. La santé et la sécurité sur le lieu de travail doivent être assurées pour réduire au minimum le risque que les accidents du travail et les maladies peuvent faire courir aussi bien aux employeurs qu'aux travailleurs. Cette politique est d'une grande importance pour améliorer la productivité au niveau de l'entreprise et du pays et elle a eu un impact positif sur la continuité des rémunérations, la qualité de vie des travailleurs et le développement socioéconomique du pays.

### **5. Politique de formation professionnelle industrielle**

25. Cette politique vise à améliorer l'apprentissage et la formation professionnelle dans l'industrie pour permettre aux jeunes travailleurs d'acquérir les compétences pratiques nécessaires dans le monde du travail. Les mesures prises visent expressément la constitution et la rationalisation des liens entre les établissements de formation et les entreprises industrielles et cherchera à résoudre les problèmes rencontrés de part et d'autre dans l'organisation de la formation professionnelle des jeunes travailleurs.

### **6. Politique de protection sociale**

26. Le Kenya est signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), qui reconnaît comme droit fondamental la protection sociale pour tous. En fait, le Kenya a ratifié cette Déclaration et l'a intégrée dans la Constitution de 2010. L'État s'engage à assurer une sécurité sociale appropriée aux personnes qui ne peuvent subvenir à leurs besoins et aux personnes à leur charge. Il s'agit d'assurer à tous le Kényans une vie dans la dignité et de donner à tous des possibilités de valoriser leur potentiel dans le développement socioéconomique du pays.

27. À cette fin, la politique de protection sociale est en cours d'élaboration et devrait comporter des mécanismes durables de protection des personnes vivant dans l'extrême pauvreté et la grande vulnérabilité. La politique proposée définit un cadre pour la coordination, la planification et l'application de mesures efficaces de protection sociale

## **B. Stratégies facilitatrices**

28. Pour compléter les politiques qui viennent d'être présentées, le Gouvernement a pris plusieurs mesures visant à améliorer la productivité, l'emploi et le travail décent.

**1. Renforcement des liens entre l'éducation, la formation professionnelle et l'industrie**

29. L'un des grands problèmes qui se posent au Kenya est l'absence d'un recensement des compétences professionnelles, qui ferait apparaître la répartition de ces compétences et l'évolution de l'industrie, ce qui est indispensable si l'on veut planifier à l'avenir les programmes de formation. À cette fin, les autorités, en collaboration avec les partenaires de développement et les principaux acteurs, se sont engagées dans la réalisation d'une enquête nationale sur la main-d'œuvre. Cela aidera à établir des informations de référence qui permettront de planifier les besoins de main-d'œuvre au Kenya, de faciliter l'établissement de recensements des compétences pratiques, un système d'information sur le marché du travail et une stratégie cohérente de développement des ressources humaines.

**2. Promotion, mesure et gestion de la productivité**

30. Pour réaliser une productivité plus élevée et améliorer la compétitivité du Kenya, le Gouvernement a créé un centre national de la productivité en 2002, et l'a chargé de promouvoir des pratiques d'amélioration de la productivité dans le secteur public et le secteur privé, de façon à améliorer la compétitivité du pays. Ce centre a lancé une initiative intégrée de gestion de la productivité, visant son amélioration, sa mesure et sa promotion. Le Centre a ainsi défini 47 mesures types destinées à améliorer la productivité dans le secteur manufacturier et le secteur public.

31. Grâce à cette initiative, la rentabilité des entreprises s'est améliorée en moyenne de 10 % et cela est attribué directement à la hausse de la productivité et à une réduction du gaspillage allant jusqu'à 20 %; les emplois ont vu leur nombre augmenter parfois jusqu'à 50 %. Cet effort de productivité a comporté la formation de 400 agents techniques de la productivité, dont le rôle est d'organiser des campagnes nationales de productivité dans leur branche d'activité.

32. À l'aide de données ventilées, le Centre national de la productivité a pu établir des indices qui pourront faciliter la détermination des salaires sur la base de la productivité. Les modalités de l'établissement d'une communauté de pratique sont à l'étude; ces pratiques devraient servir de référence.

## Encadré 1

**Étude de cas d'une entreprise appliquant le cadre de gestion intégrée de la productivité**

Une entreprise située dans la zone industrielle de Nairobi, créée il y a 27 ans pour fabriquer de l'acier et des produits en acier, dont les produits sont vendus localement et exportés en Afrique de l'Est, a participé à un programme d'amélioration de la productivité organisé par le Centre, en 2009. L'entreprise était aux prises avec des difficultés de fonctionnement et notamment une sous-utilisation des capacités des machines. Sa production moyenne était de 89 tonnes d'acier, fabriqué en une seule ligne, alors que la capacité installée était de 120 tonnes par jour. Les pannes étaient fréquentes, les défauts de fabrication nombreux et les laminoirs étaient insuffisamment chargés. L'application de moyens et techniques d'amélioration de la productivité a donné des résultats remarquables en moins de six mois. La production a augmenté pour atteindre la capacité installée de 120 tonnes par jour. Une réduction de 25 % des pannes de machine a entraîné une augmentation de 32,5 % de l'utilisation des machines, une augmentation de l'utilisation du temps productif des travailleurs de 20 %, ce qui a permis de réaliser en six jours ce qui autrefois nécessitait sept jours. Les travailleurs ont reçu en compensation la rémunération d'un jour de repos, ce qui a amélioré leur moral. Le changement de machine a été réduit de 36 heures à 24 heures, ce qui a permis d'augmenter le temps de production. Les effets nets sur les coûts sont les suivants :

- Une journée de mise au repos des machines et des travailleurs, avec une réduction de 50 % des coûts énergétiques
- Une production qui passe de 89 tonnes en 24 heures à 120 tonnes en 22 h 30. Une heure et demie est ainsi libérée chaque jour pour le repos et le nettoyage. Avec les mêmes ressources on a ainsi réalisé une production supplémentaire de 31 tonnes.

La production mensuelle a augmenté en moyenne de 20 millions de shillings, et la rentabilité de 30 % par mois.

Cette meilleure rentabilité a permis une expansion des installations, qui a permis à l'entreprise de créer des emplois

### 3. L'entreprise pour la création d'emploi

33. Le secteur des micro et petites entreprises continue à jouer un rôle essentiel dans la création d'emplois au Kenya. Pour apporter à ce secteur l'impulsion nécessaire, le Gouvernement accélérera l'application des mesures prévues dans une déclaration de politique, remontant à 2005, sur le développement des micro et petites entreprises pour la création de richesses et d'emplois et la réduction de la pauvreté, il présentera et fera adopter une loi sur les petites et moyennes entreprises pour résoudre les problèmes juridiques et il établira un conseil national des petites entreprises. Le mandat de ce conseil sera de coordonner les interventions publiques dans ce secteur, de suivre l'exécution du programme, de mobiliser des ressources et

de conseiller le Gouvernement et les acteurs en conséquence. Parmi les autres mesures prévues figurent la création de capacités, des programmes de développement de l'entreprise, l'expansion des possibilités de commercialisation pour les produits des micro et des petites entreprises et le développement et l'amélioration de leur équipement.

#### **4. Lutte contre le VIH et le sida sur le lieu de travail**

34. Le VIH/sida est l'un des principaux facteurs qui expliquent la faible productivité et les coûts de main-d'œuvre élevés au Kenya. La propagation de la maladie a de plus en plus un effet désastreux sur les opérations et la compétitivité de nombreuses entreprises.

35. Les employés et les ménages sont également affectés, ce qui pose la question de la protection des travailleurs contre la discrimination. Des mesures ont été prises pour éviter la discrimination contre les personnes vivant avec le sida. Des centres de dépistage et de conseil auxquels on peut avoir recours, sont installés stratégiquement, d'un accès facile, et le Gouvernement offre un traitement gratuit des cas de sida.

#### **5. Équité entre les sexes**

36. Pour garantir l'équité des deux sexes dans l'accès aux possibilités sociales, économiques et politiques dans le pays, le Gouvernement kényan a systématisé la prise en compte des questions de la condition féminine dans ses politiques et ses plans. En outre, des programmes et des projets ciblés ont été lancés ainsi que des campagnes pour éliminer les coutumes rétrogrades telles que la mutilation génitale de la femme et le mariage précoce. Parmi les autres mesures prises il faut citer des mécanismes de gestion de la transition de l'école au travail, l'orientation des carrières, la formation professionnelle et l'apprentissage, la recherche d'un climat scolaire plus favorable aux filles et l'organisation de services consultatifs qui conseillent les entreprises sur ce sujet. Le Gouvernement a également institué des moyens de réaliser son engagement de lutter contre les inégalités entre les sexes : il a créé une commission nationale pour le développement et l'égalité des sexes.

#### **6. Le secteur agricole**

37. Pour assurer la sécurité alimentaire et améliorer l'état de l'alimentation des Kényans, en particulier des femmes et des jeunes, il est indispensable d'améliorer la productivité à l'école et de relever les revenus des agriculteurs. Une stratégie de développement du secteur agricole (2010-2020) a été lancée dans le but de rendre l'agriculture kényane plus novatrice, de l'orienter vers l'exportation, d'en faire un secteur plus compétitif et plus moderne qui contribuera à la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'équité aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Parmi les résultats figurent la mise en œuvre d'une politique de recherche agronomique, ainsi qu'un plan d'investissement; des modèles de vulgarisation agricole attendent d'être mis en route dans certains districts et on prévoit un renforcement des organisations agricoles par le canal de 10 associations d'agriculteurs.

## C. Mécanismes de financement

38. On évoque ici certaines des initiatives prises par le Gouvernement kényan pour mobiliser des fonds afin d'organiser un développement équitable et de mieux réduire la pauvreté.

### 1. Fonds pour l'entreprise

39. Des mesures ont été prises pour donner aux Kényans l'égalité des chances afin qu'ils puissent réaliser leur potentiel. À cette fin, le Gouvernement a créé un fonds de développement pour les jeunes entreprises et un fonds pour l'entreprise féminine, qui offrent des capitaux d'investissements à des taux d'intérêt faibles aux jeunes et aux femmes respectivement. Les deux fonds aident à la fois les particuliers et les associations.

#### Encadré 2

##### **Fonds pour le développement de la jeune entreprise**

Ce fonds a été créé en juin 2006 comme moyen, pour le Gouvernement, de mettre un terme au chômage des jeunes. À l'époque, l'État a engagé 1 milliard de shillings soit 12,5 millions de dollars, et à ce jour le Fonds a distribué 3,3 milliards de shillings, soit 41 millions de dollars. Son objectif est d'élargir l'accès des jeunes au crédit et aux qualifications pour leur permettre de se livrer à des activités économiquement viables. Le Fonds a jusqu'à présent accordé des prêts d'une valeur de 5,2 milliards de shillings (soit 65 millions de dollars) à 144 000 entreprises créées par des jeunes. Il a ensuite organisé la formation de plus de 200 000 jeunes à l'entreprise et aidé 1 800 entreprises à vendre leurs marchandises ou leurs services. En outre, 6 000 jeunes ont été aidés dans la recherche d'un emploi à l'étranger.

#### Encadré 3

##### **Fonds pour l'entreprise féminine**

Il a été établi en août 2007 pour accorder des crédits d'un coût modéré pour le lancement ou l'expansion d'entreprises dirigées par une femme. Le Fonds vise aussi à fournir des services tels que la création de capacités, les services de marketing, la promotion des liens entre entreprises et le soutien à l'équipement. Ce fonds a reçu le Prix des objectifs du Millénaire pour le développement pour des résultats exceptionnels dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en 2011. Plus de 340 000 femmes ont reçu l'aide du Fonds et ont pu faire prospérer leur entreprise.

### 2. Fonds décentralisés

40. Le Gouvernement kényan a créé plusieurs fonds décentralisés pour réaliser des projets identifiés au niveau local. Il s'agit d'abord du Fonds pour le développement

des circonscriptions, du Fonds pour l'entretien des routes, du Fonds pour les bourses d'enseignement, du Fonds pour les enfants vulnérables et du Fonds de financement des autorités locales. Ces divers fonds encouragent l'équité et la participation communautaire au développement. La Constitution de 2010 a en outre renforcé la décentralisation des ressources, en définissant une proportion fixe de ressources de développement qui doivent aller à un certain niveau administratif, celui des comtés, ainsi qu'à des opérations de péréquation au profit des zones défavorisées.

#### Encadré 4

#### **Fonds de développement des circonscriptions**

Ce fonds a été établi par le Parlement en 2003; il est prévu que 3,5 % des recettes publiques centrales seront directement affectées aux circonscriptions locales afin d'aider à distinguer et lancer des projets de développement communautaire. Ce fonds est géré sous la supervision de quatre comités prévus par la Loi. Trois quarts des allocations de ce fonds sont divisés de façon égale entre toutes les circonscriptions, et un quart du total est réparti en fonction du niveau de population et de pauvreté.

### **3. Partenariats public-privé au Kenya**

41. Dans son plan de développement à long terme (Kenya Vision 2030), le Gouvernement a défini des programmes et des projets ambitieux qui supposent d'importants financements. Pour les réaliser avec succès, le Gouvernement a choisi des coentreprises avec le secteur privé. Un projet de loi pour guider la réalisation et garantir la défense des intérêts des parties concernées a été rédigé et un service a été créé au Ministère des finances pour superviser le processus. Des réunions régulières ont lieu entre les autorités et les membres du secteur privé; il y a aussi le déjeuner semestriel du Président et la table ronde trimestrielle du Premier Ministre.

### **4. Mobilisation des ressources extérieures**

42. Le Gouvernement, pour soutenir son programme de développement, a recours à plusieurs mécanismes qui sont compatibles avec les dispositions de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide; ce sont par exemple le financement global, l'assistance technique, le financement de programme, le soutien budgétaire, l'aide pour le commerce et le financement direct entre autres modalités. Le Kenya a établi sa stratégie commune d'assistance en 2007 et l'a mise à jour en 2010 en tenant compte du Programme d'action d'Accra et pour la rendre conforme à la stratégie de développement à long terme du pays. Le cadre de responsabilisation mutuelle, qui figure dans cette stratégie, comporte des indicateurs spécifiques, de suivi et d'évaluation et a facilité la coordination des programmes financés par les donateurs. Le Kenya a également participé en 2011 à l'enquête du Forum de coopération en matière de développement sur la responsabilisation mutuelle, dont les résultats constituent une partie du programme du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui a eu lieu en 2011 à Busan (République de Corée).

43. En 2010, le Kenya a demandé à l'Administrateur du PNUD d'être considéré comme un pays volontaire pour commencer d'appliquer l'initiative « Unis dans l'action ». Pour améliorer l'harmonisation des procédures des Nations Unies et dans



l'esprit de cette initiative, le Gouvernement kényan et le système des Nations Unies au Kenya examinent ensemble les moyens d'organiser l'établissement de rapports conjoints sur les dépenses directes des organismes des Nations Unies pour les divers programmes ou projets dans le but de normaliser les procédures et les programmes au niveau du pays. Actuellement, deux programmes conjoints sont réalisés au titre de cette initiative : *le Programme conjoint de lutte contre le VIH/sida et le Programme conjoint sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes*. Ces programmes ont le double avantage de réduire les coûts de transaction pour le Gouvernement, et de réduire la fragmentation de l'aide.

44. Le Kenya élabore actuellement une politique des ressources extérieures, qui offrira un cadre pour l'exercice de mobilisation et d'utilisation des ressources d'origine extérieure.

### **III. Progrès sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1 et 3**

45. Le Kenya réaffirme son attachement à la réalisation des OMD et a donc conformé ses politiques de développement dans cette optique. Actuellement, les OMD sont un critère important d'affectation des ressources. Malgré cet effort, la réalisation des Objectifs 1 et 3 continue à rencontrer des difficultés.

#### **A. OMD 1 : Élimination de l'extrême pauvreté et de la faim**

46. Les cibles 1B et 1C de l'OMD 1 consistent à réaliser un plein emploi productif et un travail décent pour tous, et à réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de sous-alimentation. La réalisation de la cible 1B est en retard, étant donné que le nombre de Kenyans au chômage continue d'augmenter malgré une meilleure performance économique du pays.

47. Le Gouvernement a pris diverses initiatives pour éliminer l'extrême pauvreté et la faim. Il s'est employé notamment à augmenter la productivité agricole en réorganisant le développement et l'application de technologies mieux conçues, en revitalisant la vulgarisation agricole et en organisant l'achat et la constitution d'une réserve stratégique de céréales. Ces efforts ont permis de ramener de 56 % en 2000 à 46 % en 2009 la proportion de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté; la consommation alimentaire par habitant a augmenté de 10 % entre 2001 et 2006; la sous-alimentation a diminué d'environ 12,5 % entre 1992 et 2007. Mais plusieurs problèmes subsistent, notamment le taux de chômage élevé des jeunes, l'application insuffisante des techniques modernes, des marchés trop étroits, un accès limité au crédit et à un coût raisonnable, la dégradation de l'environnement et une infrastructure médiocre.

#### **B. OMD 3 : Égalité des sexes et autonomisation des femmes**

48. Cet objectif consiste à éliminer la disparité entre les sexes à tous les niveaux en 2015 au plus tard. Au Kenya, on constate qu'il subsiste des disparités entre les sexes quant à l'accès et au contrôle des ressources, aux possibilités d'activité

économique, au pouvoir en général et à la vie politique. En moyenne, le taux d'activité des hommes dans le secteur moderne est supérieur à celui des femmes.

49. Le Kenya a réalisé la parité entre les deux sexes dans la scolarisation primaire. Mais les taux de passage des filles à l'enseignement secondaire et aux établissements d'enseignement supérieur sont inférieurs à ceux des garçons. La scolarisation totale dans les établissements d'enseignement public, techniques, industriels, professionnels et commerciaux est passée de 70 512 en 2006 à 89 506 en 2009, et les filles représentent 48 % environ des inscriptions. Les inscriptions dans les universités publiques et privées font apparaître une légère augmentation de la proportion de femmes au fil des ans, mais elles sont encore moins nombreuses que les hommes. Entre 2006 et 2010, les inscriptions dans les universités sont passées de 92 316 à 159 742, dont 100 087 étudiants et 59 655 étudiantes. Cette légère augmentation des inscriptions s'explique par l'action différentialiste du Gouvernement, qui a abaissé de deux points le seuil d'admission des notes pour les filles à l'entrée à l'université.

50. Pour ce qui est de l'emploi, la politique suivie exige que 30 % des emplois et des promotions soient réservés aux femmes. La participation des femmes aux postes de direction et de décision est passée de 28,4 % en 2003 à 39,1 % en 2011. S'agissant de la participation à la vie politique, les femmes ne représentent que 9,9 % des parlementaires, à comparer à une moyenne mondiale de 18,3 %. Parmi les facteurs qui expliquent cette disparité entre les sexes il faut citer certaines coutumes traditionnelles et croyances contraires et un accès limité aux ressources productives et au crédit.

## **IV. Enseignements tirés, pratiques optimales, problèmes et perspectives**

### **A. Enseignements tirés**

51. Parmi les nombreux enseignements tirés on peut citer les suivants :

a) Il est manifeste que des politiques bien ciblées produisent les changements souhaités. Ainsi, la Stratégie de développement du secteur agricole a permis de créer des emplois, d'améliorer la sécurité alimentaire et de remettre en état certaines ressources dégradées de l'environnement, mais la planification à long terme est nécessaire pour assurer la viabilité;

b) Un hiatus entre la définition d'une politique et l'application des programmes, ainsi que le caractère fragmentaire des politiques suivies risquent de donner des résultats médiocres. Il faut donc s'efforcer d'harmoniser et de rendre cohérentes les politiques suivies et de veiller au rapport direct entre une politique donnée et le changement visé;

c) La décentralisation de l'affectation des fonds publics est un moyen de réduire les problèmes de pauvreté au niveau local. Pour amplifier l'impact de ces fonds décentralisés, il faut une collaboration entre les différents acteurs, aux différents niveaux de décentralisation;

d) La réalisation des programmes et des projets visés nécessite souvent plus de ressources que ce que le Gouvernement peut fournir et il faut donc trouver d'autres sources de financement, par exemple par des partenariats public-privé.

## **B. Pratiques optimales**

52. La Constitution de 2010 a inauguré de nouveaux moyens de résoudre les grands problèmes nationaux. Elle offre une méthode structurée pour l'examen de ces grands problèmes, notamment les questions socioéconomiques et les questions d'organisation des pouvoirs publics.

53. Le renforcement des organismes du marché du travail améliore la productivité et le cadre d'un travail décent. Ces organismes jouent un rôle important dans le traitement des problèmes du travail.

54. Le Gouvernement a adopté des principes de gestion fondés sur les résultats dans la production des services d'utilité publique. Cela a amélioré leur qualité dans le secteur public.

55. L'introduction de services de transfert d'argent par téléphone cellulaire a littéralement transformé le secteur financier au Kenya. Le service de transfert d'argent M-PESA est devenu le mode d'élection pour le transfert bancaire, en particulier dans le secteur non structuré, car cette méthode est commode et rapide.

## **C. Problèmes**

56. Le changement climatique peut avoir des effets qui risquent de compromettre le développement durable du Kenya. On ne compte plus les graves sécheresses, les inondations et les perturbations du régime de précipitations, et cela entraîne une insécurité alimentaire et une réduction de la productivité.

57. Le pays continue à se heurter à des problèmes de capacités humaines et financières dans certains secteurs et cela compromet la productivité du travail et retentit sur l'emploi et le travail décent. En même temps, le caractère fragmenté, mal coordonné des politiques, la capacité insuffisante d'en suivre l'exécution sur le plan de la qualité et des normes, et l'absence d'enquêtes régulières, qui permettraient de mieux connaître l'évolution des qualifications, figurent parmi les autres problèmes qui se posent au Kenya.

## **D. Possibilités**

58. Les autorités du Kenya ont commencé à élaborer un plan d'action pour appliquer la stratégie nationale de réaction au changement climatique. Le pays est signataire du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Cela aidera à attirer des investissements au Kenya, en particulier dans les projets d'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à celui-ci.

59. Dans le cadre de « Kenya Vision 2030 », 120 projets privilégiés ont été retenus. Quand ils seront réalisés, ces projets vedettes contribueront à un taux de croissance économique annuelle égal à 10 %. Certains des ces projets seront

appliqués par des partenariats public-privé. Cette méthode offre l'avantage d'augmenter les investissements et donc les avantages qui en résultent.

60. Le Kenya est membre du Marché commun de l'Afrique de l'Est, qui autorise le libre mouvement des marchandises, de la main-d'œuvre, des services et du capital et affirme le droit d'établissement et de résidence. Ce marché commun permet d'augmenter la libre circulation des travailleurs dans la région, en particulier les travailleurs instruits et qualifiés.

## **V. Poursuite de l'application des politiques**

### **A Réaction au changement climatique**

61. Le Kenya prépare actuellement un plan d'action national contre le changement climatique, qui devrait concerner tous les aspects de la prise en compte du problème climatique dans la planification et la budgétisation. Il faudra au cours des 3 à 20 prochaines années, pour l'appliquer, trouver 3 milliards de dollars.

### **B. Développement des politiques du marché du travail**

62. Plusieurs politiques sont actuellement à l'étude : un document parlementaire sur l'emploi à l'étranger de jeunes travailleurs, qui devrait guider les migrations des jeunes à la recherche d'un emploi en dehors du pays, une politique de la diaspora kényane et une politique des migrations de travailleurs, dont le but est d'obtenir la participation dans la diaspora kényane à l'action de développement et encadrer les déplacements de main-d'œuvre.

### **C. Protection sociale**

63. Le Gouvernement améliorera les interventions d'aide aux groupes vulnérables afin d'atteindre un plus grand nombre d'assurés sociaux.

### **D. Développement de zones économiques spéciales**

64. Une politique des zones économiques spéciales a été définie; un projet de loi qui en guidera l'application est déposé sur le bureau du Parlement. Ces zones contribueront notablement à accélérer la croissance économique et à créer des industries à fort contenu technologique et à forte valeur ajoutée, attirant ainsi des investissements locaux et étrangers. C'est un moyen d'augmenter le potentiel productif, de créer des emplois et de faciliter le programme de travail décent. Ces zones comprendront des parcs commerciaux, des parcs industriels, des parcs scientifiques et techniques et d'autres facilités spéciales. On a retenu la ville de Konza et le port de Lamu pour réaliser certains des grands projets d'investissement dans le cadre des zones économique spéciales.

## **VI. Conclusion**

65. Le Gouvernement kényan est désireux sans réserve de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement et les autres objectifs de développement convenus sur le plan international. Le document Kenya Vision 2030 recense de nombreux projets de développement qui visent une croissance économique soutenue, équitable et partagée. Cet ambitieux plan de développement à long terme s'appuie sur la Constitution de 2010 qui prévoit l'exercice par les citoyens de leurs droits économiques et sociaux. La réalisation de ces objectifs de développement nécessitera cependant l'appui et la coopération de tous les acteurs, en particulier des partenaires de développement du Kenya.

## Annexe 1

### Indicateurs macroéconomiques du Kenya, 2003-2010

<i>Indicateur</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>	<i>2010</i>
Population (millions)	33,20	34,20	35,10	36,10	37,20	38,30	38,60	39,80
Accroissement de la population (pourcentage)	3,11	2,54	2,50	2,85	3,05	2,96	0,78	3,11
PIB aux prix courants (millions de dollars)	14 987	16 249	19 133	22 779	27 022	30 108	29 334	32 171
Croissance du PIB réel (pourcentage)	2,90	5,10	5,91	6,33	6,99	1,53	2,64	5,55
Revenu par habitant aux prix courants (dollars)	397,8	405,5	560,8	622,7	726	724,9	746,8	833,4
Taux moyen annuel d'inflation (pourcentage)	9,81	11,79	9,87	6,39	4,27	16,27	9,24	3,96
Balance des paiements (millions de dollars)	365	117	306	675	854	(496)	780,53	163,40
Taux de change du dollar en shillings, taux moyen	75,93	79,28	75,55	72,10	67,32	69,18	77,35	79,23

*Source* : Banque centrale du Kenya et Bureau national de statistique (KNBS).

## Annexe 2

### Population par cohorte de 5 ans et par sexe : une population jeune

<i>Cohortes</i>	<i>0-4</i>	<i>5-9</i>	<i>10-14</i>	<i>15-19</i>	<i>20-24</i>	<i>25-29</i>	<i>30-34</i>	<i>35-39</i>
Total	5 939	5 598	5 035	4 169	3 775	3 201	2 520	2 008
Hommes	3 000	2 833	2 565	2 124	1 754	1 529	1 257	1 004
Femmes	2 939	2 765	2 470	2 046	2 020	1 672	1 262	1 004

<i>Cohortes</i>	<i>40-44</i>	<i>45-49</i>	<i>50-54</i>	<i>55-59</i>	<i>60-64</i>	<i>65-69</i>	<i>70-74</i>	<i>75 et plus</i>
Total	1 476	1 273	956	712	594	391	339	632
Hommes	744	635	478	359	295	183	160	270
Femmes	733	647	478	352	299	208	179	352

Source : KNBS, 2009.